

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

D 341 BOLIVIE: SECURITE NATIONALE ET ORDRE NOUVEAU

On assiste, en Amérique latine, à une intensification soudaine des réflexions sur la doctrine de la sécurité nationale, telle qu'elle sert d'inspiration politique aux régimes actuels. En Bolivie, depuis l'instauration de l'Ordre nouveau en novembre 1974 (cf. DIAL D 204), la dictature du général Banzer s'inscrit dans cette perspective.

La critique ci-dessous, élaborée en août 1976 dans certains milieux chrétiens boliviens, circule évidemment sous le manteau. Elle prolonge les études similaires faites au Chili et au Brésil (cf. DIAL D 298 et 302).

(Note DIAL)

L'EGLISE ET LA SITUATION POLITIQUE ACTUELLE

Dans ce travail, nous nous limiterons à l'analyse du fait politique qui caractérise notre pays. Nous faisons cette analyse à la lumière de la doctrine sociale de l'Eglise et du concept chrétien de la personne humaine.

Le gouvernement militariste de Bolivie n'est pas "un simple accident historique". Nous assistons à la création d'un nouveau modèle de société sur l'ensemble du continent sud-américain. Ce modèle de société est basé sur un concept de l'homme et une échelle des valeurs qui sont en contradiction flagrante avec les principes de la morale politique chrétienne.

L'Eglise doit prendre pleinement conscience de ce phénomène grave car nous assistons, dans des pays qui se disent catholiques et sous des gouvernements qui s'affichent tels, à la mise en place d'une théorie et d'une pratique politiques qui sont une négation permanente, systématique et globale de l'ensemble de la doctrine sociale proposée par l'Eglise. (Cf. texte: "La nueva práctica de la Iglesia en el sistema de la Seguridad nacional"; 1975, ronéotypé.)

Examinons quelques-unes des caractéristiques qui définissent théoriquement le régime politique en vigueur.

1- LE CULTE DE L'ETAT

C'est une des caractéristiques de tout système totalitaire: l'Etat est tout, l'individu n'est rien. Les individus sont au service de l'Etat et non l'Etat à celui des individus. L'Etat est infaillible dans ses décisions: tout ce qu'il fait est bien. En vertu de la loi sur le Service civil obligatoire, les individus doivent se mettre au service de l'Etat chaque fois que celui-ci l'estimera nécessaire; il n'est besoin pour cela d'aucune explication ni d'aucun motif grave. Les postes de la fonction publique (surtout ceux de haut niveau) ne sont plus attribués, sur

concours faisant ressortir les mérites, aux plus dignes ou aux plus capables. L'Armée, les ministères, la police, les communications, le magistère et toute personne ayant une charge publique sont au service de l'Etat non seulement dans l'exercice de leurs tâches, mais aussi dans toute leur existence. Une telle conception de l'Etat sur la vie quotidienne ne peut qu'aboutir au non respect des règlements internes des diverses institutions, des tableaux d'avancement, des mérites personnels, des années de service, de la liberté de pensée et d'opinion.

2- LE CULTES DU CHEF

L'Etat est une réalité ambiguë. Dans tout gouvernement de type fasciste, le culte de l'Etat se concrétise dans le culte du chef. Un mot, un geste de ce dernier ont plus de valeur que la constitution et les lois. Les décrets n'ont aucune valeur comparés à son pouvoir absolu. Aucune personne ou institution ne peut le juger, car aucune loi ou cadre juridique ne lui est supérieur. La Cour suprême n'est que son reflet. La presse le craint. Les retombées du pouvoir, par ses comportements et ses menaces, sont la corruption ou la déformation des institutions les plus honorables. Les limites de son autorité ne sont pas juridiquement tracées et, en fait, l'exercice du pouvoir est illimité dans tous les domaines. Le pouvoir réside dans le chef du gouvernement. La justice et la magistrature, la presse et la radio, l'église et la société, l'armée et le peuple, tout le monde lui est soumis; par suite des transformations qui s'opèrent au niveau des consciences sous la poussée d'une propagande systématique, tout le monde en vient à se convaincre que c'est ainsi que cela doit être. Le processus de domination se substitue à la conscience du peuple dominé. Les grandes affaires, la contrebande officialisée, la fabrication clandestine de cocaïne, le trafic international de stupéfiants représentent des mouvements financiers considérables et créent une sorte de cercle de corruption autour du gouvernement. La corruption administrative augmente jour après jour, car les organismes intermédiaires de contrôle ont perdu leur efficacité et leur raison d'être. Les tribunaux, le Conseil d'Etat et la Cour des Comptes sont dans l'impossibilité d'exercer leur fonction spécifique. La nomination de quelqu'un à la présidence du CNES, à un rectorat ou à la tête d'un simple Comité de développement, dépend de la présidence de la République. La centralisation est totale. Les charges ne sont pas attribuées en fonction des mérites mais bien de la servilité du candidat. La fidélité au chef est la condition première en tout et, malheureusement, très souvent la seule.

Les lois sont théoriquement en vigueur (Il n'est guère profitable aujourd'hui de se proclamer dictateur ou gouvernement totalitaire; mieux vaut l'être que le dire), mais elles ne sont appliquées que lorsqu'elles coïncident avec les intérêts des gouvernants. La Constitution demeure, mais elle est dénuée de signification puisqu'elle ne régit plus "tout ce qui s'oppose aux règles du gouvernement actuel"; il y a tant de choses qui s'y opposent qu'en fait c'est comme si la Constitution n'existait pas.

3- UN NATIONALISME CHAUVIN

Le culte de l'Etat et du chef est extérieurement orienté vers cette entité mythique qui s'appelle la Nation. Il s'ensuit que le gouvernement aime à se définir comme "nationaliste". Il est évident que toutes les valeurs de la Nation vont s'incarner dans le chef puisque celui-ci est comme la synthèse et le symbole de tout ce qu'il y a de bon et de noble dans la Nation. S'opposer au chef, c'est s'opposer à la patrie. Tous les

bons boliviens sont de son côté. Il n'y a que les mauvais boliviens qui peuvent être contre lui. Cette curieuse disposition d'esprit (l'identification du chef et de la patrie) a entraîné le pays dans des situations étranges au plan international. C'est le cas des conversations secrètes avec le Brésil au sujet du gaz naturel de Bolivie et de la région du Mutún (1); de la délimitation des frontières avec le Chili pour un accès vers le Pacifique (2). Le chef peut prendre secrètement des décisions sur des affaires de la plus haute importance pour le pays, sans consulter personne (c'est le cas du rétablissement des relations diplomatiques avec le Chili) (3), puisqu'il ne se considère pas comme le mandataire mais le maître et seigneur du pays.

4- UNE MENTALITE CORPORATIVE

Le corporatisme est fondamentalement antisyndical. C'est le contrôle vertical et autoritaire que le gouvernement exerce sur les dirigeants syndicaux authentiques (généralement taxés d'extrémistes), dans le seul but d'imposer une pseudo-direction nommée par le gouvernement et parfaitement docile à ses consignes. Pour y parvenir, les contre-vérités sont accumulées: accusations mensongères contre les vrais dirigeants, poursuites policières, déplacements forcés, renvoi du travail, pots-de-vin aux travailleurs en échange de renseignements, infiltrations d'agents à la solde du gouvernement dans les milieux de travailleurs...

Le syndicalisme étant entièrement sous le contrôle du gouvernement par l'intermédiaire des "coordonnateurs", les conséquences s'en font sentir directement sur le plan économique. Un syndicalisme castré et faux ne peut que favoriser un enrichissement plus rapide des chefs d'entreprise privés. Le contrepoids qu'est le syndicalisme dans tous les pays et qui permet que la répartition des richesses soit plus équitable au lieu de s'accumuler dans les mains de quelques-uns, a totalement disparu et nous en mesurons les conséquences: la classe haute du pays (1,7% de la population, répartis entre chefs d'entreprise privés et grands propriétaires) possédait en 1971 21% des richesses du pays et, en 1974, 25,6%; et ce phénomène de concentration de la richesse tend à augmenter. A l'opposé, les 77% de la population comprenant les paysans et les petits artisans recevaient en 1971 33% des biens et, en 1974, 31% seulement. (Bulletin de la CONFER, n° 18.)

Le panorama syndical bolivien est aujourd'hui désolant: la masse des travailleurs n'a pas de représentants et elle n'a aucun moyen de faire entendre sa voix; il n'y a plus d'élections syndicales, plus d'assemblées ni de réunions, plus de cours ni de séances de formation. L'ouvrier est abandonné à lui-même. La corruption et la trahison (facilitées par le ministère du Travail) sont devenues monnaie courante: seuls, ceux qui se vendent peuvent progresser.

5- LE MILITARISME

Le concept exclusivement vertical et hiérarchique de l'existence et le besoin de s'imposer par la force ou des méthodes violentes amènent l

(1) Des accords récents ont donné au Brésil la haute main sur les réserves de gaz naturel de l'Ouest bolivien (N.d.T.).

(2) Le Chili avait dernièrement accepté de donner à la Bolivie une bande territoriale de quinze kilomètres, pratiquement désertique, contre une superficie équivalente de terres riches en uranium. Le général Banzer dut refuser sous la pression de l'opinion publique et de certains ministres, en février 76

(3) Le 8 février 1975 (N.d.T.).

régime à se renforcer militairement. Mais notre militarisme ne se limite pas à vouloir être l'expression de la force de la Nation (comme dans l'Allemagne d'Hitler). C'est un militarisme égoïste et utilitaire. Il ne veut pas seulement servir de rempart à ceux qui gouvernent; il veut gouverner ou, du moins, détenir les postes les mieux placés et les plus rentables. A travers la COFADENA, il prétend contrôler la production, manipuler l'Institut de la colonisation et accaparer les meilleures terres; il cherche à être majoritaire dans le projet Abapo-Izozog. Des ministères aux organisations civiques les plus modestes, en passant par l'administration et les compagnies de développement, les militaires occupent les sièges de direction même si leur préparation intellectuelle, technique et humaine laisse quelque peu à désirer.

On retrouve aussi dans la Bolivie actuelle, même si c'est à un degré moindre, les autres composantes des régimes totalitaires, comme le contrôle de la jeunesse ou l'omniprésence de la police politique. Depuis longtemps déjà il existe un "Secrétariat à la jeunesse", mais sans qu'il ait pu parvenir à une mobilisation réelle des jeunes. Nous ne pensons pas d'ailleurs qu'il puisse influencer de façon significative l'esprit des jeunes dans le sens d'une conception politique totalitaire.

La police politique est actuellement représentée par le DOP et elle est composée d'un certain nombre d'agents en civil qui sont au service direct du ministère de l'Intérieur. Le service de renseignements travaille en liaison étroite avec onze agents de la CIA, sous les ordres de James Anderson et de Lastrak. Le Service de renseignements bénéficie également de la collaboration d'Altman, ancien chef nazi qui a dirigé la répression contre la Résistance française (4).

5- LES DIFFERENCES

Bien que notre système politique possède certains traits des régimes totalitaires d'Hitler et de Mussolini, nous faisons cependant remarquer qu'il y a certaines différences, même si cela n'est pas vrai du point de vue qualitatif. Le modèle qui a servi de référence directe à nos gouvernants actuels est celui du Brésil. Avec des caractéristiques propres, c'est essentiellement le cas des régimes en vigueur en Uruguay, en Bolivie et au Chili; on constate aussi que l'Argentine s'aligne progressivement sur le modèle brésilien.

a) La première différence entre les systèmes totalitaires classiques et les gouvernements cités est que, bien que totalitaires, ils ne veulent pas apparaître tels. Tout en étant des régimes que l'on peut qualifier de fascistes, ils rejettent avec force cette étiquette. A cela, il y a des raisons économiques et politiques. Aujourd'hui, le fascisme n'a pas bonne presse. Les pays capitalistes sont partisans de la démocratie (encore que, dans la majorité des cas, il s'agisse d'une démocratie formelle). Ils n'ont guère de sympathie pour les régimes personnels. Les peuples latino-américains veulent qu'on leur parle en termes de démocratie tout en sachant qu'on les gouverne en termes de dictature.

b) Une autre différence tient au fait qu'il s'agit d'un fascisme dépendant. Dépendant, en premier lieu, parce que les pays latino-américains sont dépendants politiquement et économiquement, à l'image de leurs gouvernements. Dépendant, aussi, parce qu'il s'agit d'un modèle importé avec ses techniques d'enquête et de répression. Dépendant des moyens matériels

(4) Cf. l'affaire Altman-Barbie; l'extradition, demandée par la France depuis 1972, n'a toujours pas été accordée. (N.d.T.)

de type militaire ou paramilitaire nécessaires à son existence. Dépendant, encore, du point de vue de la propagande, de la manipulation de l'opinion publique et dans la formation d'un personnel spécialisé. Dépendant, enfin, quant à l'application systématique de méthodes de torture raffinées, et jusque dans l'importation de grenades lacrymogènes ou du colorant utilisé pour la dispersion des manifestations étudiantes!

c) Une troisième différence, pour la Bolivie du moins, est que notre système politique n'est pas la traduction d'un plan pré-établi. Il s'agit d'un régime dictatorial qui se forme et s'affermi au fur et à mesure qu'il avance. Ceux qui détiennent le pouvoir se raccrochent chaque fois plus à un pouvoir absolu et permanent. Ils se méfient toujours davantage du peuple à mesure que, dans leur folie des grandeurs, ils placent leur confiance en eux-mêmes comme la seule alternative possible. Rien n'est fait pour parvenir à une normalité constitutionnelle du pays, pour la simple raison qu'on ne croit plus à la démocratie. Comme tout fascisme, le nôtre est éminemment destructeur. Il s'est révélé efficace dans la lutte contre l'ennemi réel ou imaginaire, mais parfaitement incapable de viser à une réorganisation politique et sociale du pays. Les plus modestes organisations civiques elles-mêmes, au niveau des associations de quartier, n'ont aucune possibilité d'existence.

d) Certains ont dit que les régimes militaires sont des "apprentis fascistes". C'est peut-être le contraire. Le fascisme latino-américain est considéré par d'autres comme une phase supérieure par rapport aux régimes de l'Allemagne et de l'Italie de 1939, comme aussi par rapport au "franquisme", au régime de Salazar ou à celui des colonels grecs. Il a su, en effet, assimiler certaines contradictions internes et externes. Bien que dictatorial dans son essence, il offre très souvent un aspect démocratique inoffensif. Il ne se présente pas comme définitif et parfait, mais comme une étape transitoire vers la démocratie véritable. En fait, ainsi que l'esprit le moins avisé peut le constater, au lieu de nous acheminer vers un avenir plus humain et plus chrétien, il ne fait que se renforcer comme système et renforcer les organismes de répression qui le soutiennent.

e) Une autre originalité des régimes militaires latino-américains consiste à se présenter devant le peuple comme chrétiens. L'anticléricalisme d'Hitler et de Mussolini, dépassé par Franco et Salazar, a été déplacé. Les militaires ont compris que la religiosité est l'un des facteurs les plus profondément enracinés dans l'âme du peuple. Ils ont aussi constaté qu'il vaut mieux avoir l'Eglise institutionnelle comme alliée que comme ennemi. C'est pourquoi le vernis chrétien du régime bolivien ne se manifeste que sous deux formes non représentatives de l'esprit évangélique: dans les manifestations publiques de la religiosité populaire (processions, Te Deum, pèlerinages à la Vierge de Cotosa, Copacabana, Urkupiña...); et, quand cela convient, dans les bonnes relations avec la hiérarchie (invitations aux cérémonies officielles, bons rapports avec la nonciature et certains évêques, subventions, dégrèvements fiscaux, aide à l'Université catholique, augmentation des traitements des évêques, etc.) Mais la foi chrétienne authentique ne s'exprime pas dans les manifestations folkloriques de la religiosité populaire, ni non plus dans les privilèges accordés à l'Eglise. La foi se fonde d'abord sur les principes évangéliques: par rapport à l'exercice du pouvoir, ils sont plus explicites que ce qu'on appelle la doctrine sociale de l'Eglise, largement et clairement exposée par le concile Vatican II et les derniers documents officiels de la hiérarchie.

L'EGLISE FACE A CETTE SITUATION POLITIQUE

L'Eglise doit annoncer au monde son message de salut. L'obstacle principal à la diffusion de ce message est aujourd'hui, en Amérique latine, le fascisme militaire. (op. cit. p 3.) Jour après jour, l'Eglise concrétise sa présence salvifique dans le monde en s'orientant vers la défense des droits de l'homme, systématiquement violés par les régimes militaristes d'Amérique latine. Pour l'Eglise, ces droits sont inhérents à la personne humaine qui a été créée à l'image de Dieu et qui est au centre de la création. Pour les régimes totalitaires, il ne peut y avoir de droits de l'homme car, pour eux, c'est l'Etat qui est la source de ces droits. L'individu naît avec des devoirs et non avec des droits. Dans son encyclique "Mit brennender Sorge" de 1937, Pie XI déclarait: "Comme individu l'homme a des droits qui viennent de Dieu et qui sont inaliénables." Le document le plus explicite de l'Eglise à propos des droits de l'homme est pour nous l'encyclique "Pacem in terris" dans laquelle le pape Jean XXIII nous donne un long catalogue de ces droits. Le 3e Synode de Rome affirme que "de la mission de prêcher le message évangélique découlent le droit et le devoir de dénoncer les situations d'injustice chaque fois que l'exigent les droits fondamentaux de l'homme"; et que "la mission de l'Eglise implique la défense des personnes, la promotion de leur dignité et le respect des droits des individus". Le 4e Synode a publié un message sur le thème des droits de l'homme, dont la défense relève du "ministère" de l'Eglise. Mais un certain nombre de chrétiens "spiritualistes" croient que le message évangélique se réduit à la foi dans le Christ. Ils interprètent la parole biblique "Le juste vit de la foi" dans un sens intemporel et ahistorique. L'action sociale n'a pour eux qu'une importance secondaire: ils ne l'envisagent pas comme constitutive de la foi; celle-ci est une simple expérience religieuse. Ils ignorent la condition sociale de l'homme. C'est ainsi que les Eglises d'Espagne et du Portugal ont pu cautionner des régimes qui, sous bien des aspects, étaient antichrétiens. La même chose s'est produite avec des groupes évangéliques et des mouvements catholiques charismatiques. Une foi non enracinée dans la vie et la condition sociale de l'homme peut sans doute être une expérience religieuse intimiste; elle n'est certainement pas l'expression vraie de la foi biblique vivifiée par la charité. C'est une foi aliénante justifiant toutes les critiques que le marxisme et l'existentialisme ont adressées à une religion qui n'est pas en faveur de l'homme. Ce n'est pas une foi authentique puisqu'elle sépare l'homme de sa condition humaine (op. cit. p 7). Le pape Paul VI déclarait: "Il faut souligner que le souci de l'Eglise pour la justice sociale et la construction de la paix relève de l'évangélisation; celle-ci ne peut faire abstraction des problèmes, aujourd'hui débattus, de la justice, de la libération, du développement et de la paix du monde. Ce serait oublier la leçon évangélique de l'amour du prochain qui souffre et est dans le besoin" (discours du 27/9/74). L'Eglise ne doit pas seulement jouer son rôle prophétique et prendre la responsabilité d'être "la voix des hommes sans voix". Elle doit aussi inspirer la construction d'une nouvelle société, laquelle doit être fondée sur l'unité, la vérité, la liberté et la charité (Pacem in terris).

--- La Paz, le 9 août 1976

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

/spécial)

Abonnement annuel: France 140F - Etranger 160F (avion: tarif

Directeur de la publication: Charles ANTOINE

Imprimerie: DIAL, 170 bd du Montparnasse, 75014 Paris

D 341-6/6

Commission paritaire de presse: n° 56249